

Il a eu tout le temps voulu. Mais je vais lui répondre. Je me le proposais quand même, s'il avait gardé le silence. Si ce n'est pas l'explication, j'en donnerai une autre. S'il n'aime pas une des propositions du dilemme, qu'il prenne l'autre. Est-ce que le Gouvernement fait une crise chaque fois que le nom du Japon est mentionné? Nous n'osons pas régler une question purement domestique d'immigration, de crainte—la crainte est un vilain mot, monsieur l'Orateur—d'offenser une nation païenne qui n'a pas le moindre motif de grief, une nation dont le principal titre à la renommée, à l'heure actuelle, réside dans le fait qu'elle pille et ravage un pays ami dont elle a juré, il y a quelques années seulement, de protéger et de respecter le territoire.

Les résultats de cette façon d'agir sont cumulatifs. Quand s'arrêteront-ils? Si nous abandonnons aujourd'hui cinq p. cent de nos droits pour l'amour de la paix, dans six mois, il faudra en céder dix p. cent et dans un an, la moitié. Les autres pays agiront de même et nous perdrons leur respect.

Comment avons-nous obtenu leur respect? Nous sommes devenus une nation, non grâce au statut de Westminster dont nous entendons tant parler mais grâce au sang que nous avons versé en France et à l'argent dépensé pour empêcher le Canada de devenir une colonie allemande. Le statut de Westminster a eu quelques résultats. Il nous a conféré le pouvoir de conclure nous-mêmes nos traités. La belle affaire! Si nous nous engageons sur le chemin fatal, douloureux que j'ai indiqué, bientôt nous n'aurons même plus la faculté de conclure nous-mêmes nos traités, nous n'aurons même plus la faculté de fabriquer nos propres pyjamas parce que le Japon s'apercevra qu'il peut en fabriquer à meilleur marché que nous, à cause de son bas niveau d'existence, et ces articles seront expédiés à Toronto pour s'y vendre à un prix inférieur au prix coûtant de notre marchandise. Si telle doit être notre politique, nous ferions mieux de déchirer le statut de Westminster et de revenir en rampant, comme colonie, sous la protection du peuple anglais écrasé sous ses charges. Du moins, nous serions ainsi en sécurité, et à bon compte, n'est-ce pas? Et l'Angleterre nous accorderait sa protection, jusqu'à l'épuisement de sa puissance surchargée, et elle n'aurait pas à s'inquiéter et à s'agiter du fait que de temps à autre nous discutons sur la question de savoir si nous serions en guerre, quand elle l'est. Mais quelle humiliation pour nous comme nation et comme individus!

Monsieur l'Orateur, il y a plus de quarante-sept ans que je suis venu au pays. C'est une période qui dépasse l'âge de plusieurs des

[M. Neill.]

honorables membres que je vois devant moi. Je me suis marié, j'ai élevé une famille et les miens qui sont morts reposent en terre canadienne. J'ai été un loyal et véritable Canadien en pensée, en parole et en action. J'ai enseigné à mes enfants qu'ils ne doivent pas porter trop d'attention au pays de leurs ancêtres, mais qu'ils doivent être de vrais Canadiens et garder fidèlement leur allégeance au Canada. Pour la première fois, depuis près d'un demi-siècle au delà, j'ai l'occasion de rougir de mon pays d'adoption. Ce soir, nous sommes à la croisée des chemins. Nous pouvons dire au Japon: "Quoi que vous ne nous ayez pas déclaré que vous vous opposez à l'adoption de ce bill, nous sommes abstenus de l'adopter parce que nous avons pensé que vous ne l'aimiez pas". Est-ce là ce que nous avons l'intention de faire? Nous n'avons pas exactement rompu les liens qui nous attachent à l'Angleterre, mais nous avons laissé entendre que nous n'assumons pas d'obligations, que nous refusons de prendre des engagements, si elle se trouve dans une situation difficile. Voilà qui a diminué la métropole aux yeux du monde entier; "cependant", disons-nous, "vous avez notre sympathie et nous espérons que vous ne nous traiterez pas trop durement". Allons-nous prendre cette attitude humiliante et dégradante ou dirons-nous au Japon: Du moment que l'Angleterre est dans l'embarras, nous le sommes; du moment que l'Angleterre est en guerre, nous sommes en guerre. Quoi que nous ne puissions lier les législatures de l'avenir quant à l'importance de notre participation, pas plus que le parlement anglais n'est lié, nous ferons notre part; au point de vue économique et financier et de toute autre façon, au meilleur de notre habileté, nous appuyons solidement la Grande-Bretagne. Puis, disons au Japon: Nous sommes déterminés à conduire et à contrôler nos affaires domestiques,—et l'immigration constitue l'une de ces affaires,—et à décider si certains immigrants peuvent être expulsés ou non. Voilà un autre droit dont nous allons nous prévaloir. Nous sommes solidaires du peuple anglais et inversement. Ce serait la fin de toutes ces discussions. Nous prendrions par le fait même une attitude courageuse et digne à nos yeux et à ceux des autres nations. Cette attitude contribuerait au maintien de la paix; cette fière attitude nous grandirait aux yeux de tous les peuples de l'univers. Peu importe que nous envisagions la courte portée de l'avenir immédiat ou la perspective d'années lointaines. Voilà une attitude qui tournerait immédiatement et en dernier ressort à l'avantage de la Colombie-Britannique, du Canada et de l'Empire britannique qui nous intéresse tous. Le premier pas à faire suivant